Médiévales

Langues, Textes, Histoire

76 | printemps 2019

Du nouveau en archives

L'individu face à la gestion d'un patrimoine : la rédaction de « livres de gestion » au XIV^e siècle

Managing one's estate: Individuals and the production of administrative registers in fourteenth-century France

Isabelle Bretthauer et Marlène Helias-Baron

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/9804>

DOI : 10.4000/medievales.9804

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2019

Pagination : 25-56

ISBN : 978-2-37924-028-7

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Isabelle Bretthauer et Marlène Helias-Baron, « L'individu face à la gestion d'un patrimoine : la rédaction de « livres de gestion » au XIV^e siècle », *Médiévales* [En ligne], 76 | printemps 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/9804> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.9804>

Tous droits réservés

Isabelle Bretthauer, Marlène Helias-Baron

L'individu face à la gestion d'un patrimoine : la rédaction de « livres de gestion » au XIV^e siècle

Si les « livres d'archives¹ » produits par les institutions religieuses ou princières ont été abondamment étudiés pour la fin du Moyen Âge², ceux réalisés pour et par des individus, qu'ils soient laïcs ou clercs, restent encore relativement méconnus³. Or, les XIII^e et XIV^e siècles sont marqués par une appréhension et une maîtrise nouvelles par ces groupes de l'écrit de gestion⁴. Faute d'une étude générale⁵, plusieurs hypothèses peuvent être proposées pour en comprendre les formes. La première d'entre

1. P. Bertrand (*Les Écritures ordinaires. Sociologie d'un temps de révolution documentaire (1250-1350)*), Paris, 2015, p. 155) utilise l'expression « livres d'archives » pour désigner les cartulaires, censiers, livres de comptes, etc.

2. J. MORSEL, « En guise d'introduction : les chartiers entre "retour aux sources" et déconstruction des objets historiens », dans P. CONTAMINE et L. VISSIÈRE éd., *Défendre ses droits, construire sa mémoire. Les chartiers seigneuriaux XIII^e-XX^e siècle*, Paris, 2010, p. 9-34, particulièrement p. 25 : « les travaux sur la production et l'usage de l'écrit ont pour l'essentiel porté sur les communautés ecclésiastiques, les pouvoirs princiers et les communes ».

3. Sur les documents féodaux, concernant indifféremment laïcs et religieux, voir J.-F. NIEUS, « Formes et fonctions des documents de gestion féodaux du XII^e au XIV^e siècle », dans X. HERMAND, J.-F. NIEUS et É. RENARD éd., *Décrire, inventorier, enregistrer entre Seine et Rhin au Moyen Âge. Formes, fonctions et usages des écrits de gestion, Actes du colloque international, Namur, 8-9 mai 2008*, Paris, 2012, p. 123-163. Sur les cartulaires de laïcs, L. FOSSIER et O. GUYOTJEANNIN, « Les cartulaires français laïques : seigneuries et particuliers », dans O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE et M. PARISSE éd., *Les Cartulaires. Actes de la Table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le GDR 121 du CNRS (Paris, 5-7 décembre 1991)*, Paris, 1993, p. 379-408, et S. O'CONNOR, « Les cartulaires laïques en Angleterre au Moyen Âge : des exemples bourgeois », dans P. CONTAMINE et L. VISSIÈRE éd., *Défendre ses droits, construire sa mémoire...*, p. 93-102.

4. P. BERTRAND, « Jeux d'écriture : censiers, comptabilités, quittances... (France du Nord, XIII^e-XIV^e siècles) », dans X. HERMAND, J.-F. NIEUS et É. RENARD éd., *Décrire, inventorier, enregistrer...*, p. 165-195 (p. 166-167).

5. Plusieurs des ouvrages indiqués n. 1-4 traitent de façon secondaire de l'influence des individus dans les pratiques et les formes de la documentation des professionnels.

elles rattache les documents produits par ces nouveaux « publics » à des typologies anciennes, bien connues et diffusées, comme le cartulaire ou le censier⁶. On peut ainsi rappeler l'existence, pour la seconde moitié du XIII^e siècle, du cartulaire de Geoffroi de Saint-Laurent, bourgeois de Paris, de Renier Acorre, ou encore des seigneurs de Nesles⁷. Dans le même temps émergent de nouvelles typologies documentaires, des écrits plus personnels, comme les livres de raison, ainsi que toutes sortes de livres de gestion patrimoniale ou domestique⁸. Là encore quelques cas sont bien connus, tels le « cartulaire » de Guillaume de Ryckel, abbé de Saint-Trond, rédigé

6. Dans le *Vocabulaire international de la diplomatie*, 2^e éd., Valence, 1997, p. 35, n° 74, le cartulaire est défini comme « un recueil de copies de ses propres documents, établi par une personne physique ou morale, qui, dans un volume ou plus rarement dans un rouleau, transcrit ou fait transcrire intégralement, ou parfois en extraits, des titres relatifs à ses biens et à ses droits et des documents concernant son histoire ou son administration, pour en assurer la conservation et en faciliter la consultation ». Sur cette typologie, voir O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE et M. PARISSE, *Les Cartulaires...*, Paris, 1993 ; D. LE BLÉVEC éd., *Les Cartulaires méridionaux : actes du colloque organisé à Béziers les 20 et 21 septembre 2002 par le Centre historique de recherches et d'études médiévales sur la Méditerranée occidentale (EA 3764, Université Paul-Valéry, Montpellier III) avec la collaboration du GDR 2513*, Paris, 2006 ; V. LAMAZOU-DUPLAN et E. RAMIREZ VAQUERO éd., *Les Cartulaires médiévaux, écrire et conserver la mémoire du pouvoir, le pouvoir de la mémoire*, Pau, 2013. Toujours d'après le *Vocabulaire international de la diplomatie*, le censier est « un état nominatif des cens à percevoir par le seigneur censuel sur ses censitaires » (p. 113 n° 462) : voir à ce sujet Ch.-E. PERRIN, *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine : d'après les plus anciens censiers, IX^e-XII^e siècle*, Paris, 1935 ; R. FOSSIER, *Polyptyques et censiers*, Turnhout, 1978 ; V. WEISS, *Cens et rentes à Paris au Moyen Âge*, 2 vol., Paris, 2009.

7. Le cartulaire de Geoffroy de Saint-Laurent a été étudié par A. TERROINE, « Un cartulaire privé du XIII^e siècle conservé dans le fonds de l'abbaye de Saint-Magloire », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 107/1 (1948), p. 5-32 ; EAD., *Un bourgeois parisien du XIII^e siècle, Geoffroy de Saint-Laurent, 1245 ?-1290*, éd. L. Fossier, Paris, 1992. Le cartulaire de Renier Acorre a été étudié par P. VERDIER, *Édition du cartulaire de Renier Acorre (1257-1281)*, thèse de l'École nationale des chartes, 1992. Celui des seigneurs de Nesle a été étudié par X. HÉLARY, « Un seigneur face à ses archives : le cartulaire de Jean, seigneur de Nesle (Bourgogne, vers 1270) », dans P. CONTAMINE et L. VISSIERE éd., *Défendre ses droits, construire sa mémoire...*, p. 51-74, et a été édité en ligne : <http://www.cn-telma.fr/nesle/index/>.

8. La bibliographie sur les livres de raison est ancienne : l'un des précurseurs est L. GUIBERT, *Nouveau recueil de registres domestiques limousins et marchois*, Limoges/Paris, 1895-1903 (2 t.). Cette thématique a ensuite connu un renouveau historiographique grâce aux travaux de J. TRICARD, « Qu'est-ce qu'un livre de raison limousin du XV^e siècle ? », rééd. dans ID., *Renaissance d'un « Pauvre pays », études sur le Limousin du XIV^e au XVII^e siècle*, Tours, 1998, p. 171-183. Sur les livres « domestiques », voir F. HAUTEFEUILLE, « Livre de compte ou livre de raison : le registre d'une famille de paysans quercynois, les Guitard de Saint-Anthet (1417-1526) », dans N. COQUERY, F. MENANT, F. WEBER éd., *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, 2006, p. 231-247 ; pour un cas contemporain, voir J. CANDAU, « Mémoire et livres de raison : la comptabilité domestique du quotidien ou l'écriture minimale de soi », dans M. LÉONARD éd., *Mémoire et écriture*, Paris, 2003, p. 57-69, ou J.-P. ALBERT, « Écritures domestiques », dans D. FABRE éd., *Écritures ordinaires*, Paris, 1993, p. 37-94.

à partir de 1253⁹, ou celui de Guillaume d'Ercuis écrit en 1311-1313¹⁰. Au-delà de ces premières constatations, les écrits de gestion établis par ou pour des individus se placent dans deux mouvements concomitants : l'accès à l'écrit d'une partie de plus en plus importante de la population¹¹ ; une « représentation de soi » à laquelle ces mêmes individus semblent accéder, comme l'ont montré les recherches consacrées aux écrits du for privé¹².

Ainsi, l'action d'écrire ou de faire écrire leurs propres livres de gestion pourrait placer ces individus dans une double position : appartenance à un groupe social défini, celui des individus en maîtrise de l'écrit ou dont le patrimoine nécessite ce recours à l'écrit ; inscription mémorielle de leurs propres actions. La mise par écrit de ces « livres de gestion » s'apparente à la création d'un outil de gestion pérenne, livre domestique du patrimoine d'un individu. Elle peut aussi apparaître comme la volonté de proposer un guide à destination de tiers, qu'il s'agisse des futurs gestionnaires des biens ou des héritiers directs. C'est en gardant ces deux perspectives que nous proposons une étude comparée de deux livres de gestion établis au nom d'individus, afin de mettre en évidence les spécificités de leurs rapports à l'écrit et des pratiques de gestion patrimoniale, si elles existent.

Ces deux documents de gestion s'inscrivent dans des espaces géographiques distincts : le manuel de Lesparre en Bordelais (1356-1384)¹³, destiné à servir aussi bien d'aide-mémoire que d'instrument de gestion à l'usage de l'archiprêtre de Lesparre et de ses successeurs¹⁴ ; et le « livre » de la seigneurie de Gâtines (1359-1407), contenant des informations d'ordre

9. *Le Livre de l'abbé Guillaume de Ryckel, 1249-1272. Polyptyque et comptes de l'abbaye de Saint-Trond au milieu du XIII^e siècle*, éd. H. PIRENNE, Bruxelles, 1896 [reprint : Paris, 2018].

10. C. BOURLET et É. LALOU, « Guillaume d'Ercuis et son livre de raison », *Mémoires publiés par la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et l'Île-de-France*, 65 (2014), p. 251-274.

11. P. BERTRAND, *Les Écritures ordinaires...*, p. 305-307.

12. <http://ecritsduforprive.huma-num.fr/>. Ces documents, étudiés par des chercheurs regroupés autour de Jean-François Ruggiu, sont des écrits produits par des individus pour eux-mêmes, leurs familles, leurs descendants ou leurs successeurs et qui concernent la gestion de leur patrimoine ou des textes à destination de tiers. Voir notamment : S. MOUYSET, J.-P. BARDET, F.-J. RUGGIU éd., *Car c'est moy que je peins. Écritures de soi, individu et liens sociaux (Europe, XV^e-XX^e siècle)*, Toulouse, 2010. Pour un bilan historiographique et de la recherche, F.-J. RUGGIU, « Les écrits du for privé : pertinence d'une notion historique », dans J.-P. BARDET et F.-J. RUGGIU éd., *Les Écrits du for privé en France, de la fin du Moyen Âge à 1914*, Paris, 2014, p. 9-34.

13. Paris, IRHT, Collections privées, CP 0437, par la suite « Manuel de Lesparre ».

14. Pour une première présentation de ce manuscrit, M. HELIAS-BARON, « Le manuel de l'archiprêtre de Lesparre (diocèse de Bordeaux). Un aide-mémoire pour la gestion d'un patrimoine ecclésiastique dans la deuxième moitié du XIV^e siècle », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 103 (2017), p. 67-87.

à la fois économique et seigneurial autour de la gestion de ce domaine¹⁵. Ce type de production documentaire, réfléchi en fonction de son « auteur » au sens diplomatique du terme¹⁶, pose la question du « faire faire ». Il faut apprécier la place du bénéficiaire dans cette opération, savoir si ces documents ont été écrits par un seul scribe ou une multitude de copistes, déterminer l'existence de modèles ou d'influences. Au-delà de ces premières questions, nous nous demanderons en quoi ces manuscrits sont la marque d'innovations documentaires issues de la réutilisation ou de la réinterprétation de types documentaires anciens. Après avoir présenté les deux manuscrits et montré la diversité de leur contenu, nous chercherons à identifier les formes textuelles qui y sont copiées et à déterminer la place des données économiques et des informations juridiques¹⁷. Enfin, il s'agira de comprendre comment fonctionne un tel système d'informations regroupées dans un même recueil.

Deux manuscrits au contenu inclassable ?

Le manuel de Lesparre et le livre de Gâtines, au-delà des différences concernant leurs producteurs et leurs lieux d'élaboration respectifs, présentent de grandes similitudes, dont la première est leur caractère inclassable. Les notices de description de ces manuscrits en sont un indice : dans le catalogue de vente de la Maison Ader, le manuel de Lesparre était appelé « Censier de l'archiprêtre de Lesparre et de Saint-Étienne (ou Saint-Estèphe) de Colomies », ce qui est à la fois fort restrictif et très inexact, comme nous le constaterons¹⁸ ; la notice du catalogue de la Bibliothèque nationale de France consacrée au livre de la seigneurie de Gâtines, « Cens, aveux et amendes de la seigneurie de Gâtines, en Anjou », énumère surtout son contenu sans lui attribuer de typologie particulière. Dans son *Catalogue des manuscrits de la Collection Phillips*, Henri Omont propose comme titre

15. Paris, BnF, naf. 10672, collection Phillipps, ms. 233. Le livre de Gâtines sera étudié pour sa partie la plus précoce, 1359-1407, avec quelques points de comparaison sur les parties du xv^e siècle.

16. D'après le *Vocabulaire international de la diplomatie...*, p. 23, n° 15, « l'auteur d'un acte juridique est la personne qui manifeste la volonté exprimée dans cet acte », [en ligne] <http://www.cei.lmu.de/VID/>, consulté le 27 juin 2018. Nous avons ici poussé cette définition à l'échelle des livres de gestion, pour lesquels la part de l'individu propriétaire du patrimoine désigné dans ces « livres » est très forte.

17. J.-P. GENET, « Entre mémoire, droit et culture : les écrits de gestion », dans X. HERMAND, J.-F. NIEUS et É. RENARD éd., *Décrire, inventorier, enregistrer...*, Paris, 2012, p. 415-427.

18. A. NORDMANN, *Histoire et civilisation du Midi de la France, du XIV^e au XX^e siècle (catholicisme, protestantisme, judaïsme) : livres et manuscrits, collection Élie Szapiro* [vente Paris, salle des ventes Favart, 22 mai 2013], Paris, [2013], n° 27, p. 9, [en ligne] <http://www.ader-paris.fr/>, consulté le 27 juin 2018.

« Revenus de la seigneurie de Gastines, en Anjou (1359-1407) », avant d'établir une description plus précise¹⁹. Il apparaît donc plus facile de les définir par ce qu'ils ne sont pas : ce ne sont pas des livres de raison au sens de livres de gestion familiale, même si la marque de l'individu y est très forte, mais ce ne sont pas seulement des censiers. En effet, au-delà des enregistrements de censitaires, ces deux « livres de gestion » regroupent des textes hétéroclites, certains authentiques, d'autres non, ce qui nous incite à ne pas limiter ces registres à la seule typologie des « censiers ». Si de tels recueils hétéroclites participent, selon Robert Fossier, de la catégorie diplomatique du « censier », les relations entre ces textes dans le fonctionnement interne du manuscrit constituent notre point d'entrée maintenant²⁰.

Il convient d'insérer ces manuscrits dans une perspective d'usage à long terme. N'ayant – semble-t-il – aucune vocation à être diffusés auprès d'un lectorat précis, nous pouvons – tout au moins en l'état de la réflexion – exclure pour eux une fonction de modèle. Ils portent surtout la trace d'une fonction de gestion quotidienne des biens patrimoniaux. La question qui se pose est aussi celle de la présence d'un modèle préalable ou des influences qui ont amené à la production de ces manuscrits, et ainsi retrouver les « sources » à partir desquelles ils ont été rédigés. Ils participent tous les deux du mouvement de mise par écrit de leurs affaires par des particuliers appelés à côtoyer le monde des agents royaux, des tabellions ou des notaires pour la rédaction de leurs actes et en lien avec les expériences de leurs voisins.

Le manuel de Lesparre est rédigé par et/ou pour un ecclésiastique, Pey de La Fita, archiprêtre du lieu sans doute à partir de 1352, mort en 1376. Ce document peut s'apparenter d'un certain point de vue aux registres récapitulant les droits d'un chapitre ou d'un évêché, tant au spirituel qu'au temporel²¹, mais, contrairement à ces ouvrages, il est destiné à un

19. H. OMONT, *Catalogue des manuscrits latins et français de la Collection Phillipps acquis en 1908 pour la Bibliothèque nationale*, Paris, 1909, p. 110, notice CVII. Notons qu'Henri Omont indique dans le titre les dates des documents les plus anciens consignés dans le manuscrit (1359-1407), alors que la notice descriptive signale la présence de textes de la seconde moitié du XV^e siècle et des XVI^e-XVII^e siècles. Sur la collection Phillipps, voir T. BURTON, « The History and Provenance of Manuscripts in the Collection of Sir Thomas Phillipps : New Approaches to Digital Representation », *Speculum*, 92 (2017), p. 539-564 ; A. N. L. MUNBY, *The Formation of the Phillips Library up to the Year 1840*, Cambridge, 1954.

20. R. FOSSIER, *Polyptyques et censiers...*, p. 14 sur la nomenclature générale des censiers ; p. 17-21 tentative de qualification des manuscrits connus en fonction des objectifs ou des désignations des gens du Moyen Âge.

21. Voir par exemple le cas de Chartres, BM, ms. 1137 (*Livre rouge* ou État de la manse épiscopale de Chartres) et 1138 (*Livre blanc* ou censier de l'évêché de Chartres). Ces manuscrits ont été étudiés par les étudiants de troisième année de licence de l'Université de Versailles-Saint-Quentin (DYPAC) en 2015-2017, en partenariat avec l'IRHT (les résultats

particulier et non à une institution. S'il s'inspire des documents produits dans l'archevêché de Bordeaux, aussi bien pour l'archevêque que pour les chanoines de la cathédrale, la manière dont il combine les informations est complètement inédite. Son concepteur a occupé les fonctions d'archiprêtre, mais aussi de chanoine de la cathédrale de Bordeaux et de notaire public du duché d'Aquitaine en 1356. La même année, il a été à l'initiative de la rédaction d'un rentier de l'archevêché de Bordeaux²², ainsi que d'un obituaire pour les chanoines entre 1362 et 1376²³. Il a été procureur et receveur de l'archevêque de Bordeaux, Amanieu de la Mote, entre 1351 et 1360, et a rédigé alors de nombreux documents comptables.

Le manuel est rédigé sous la forme d'un codex. Contenant 47 folios de 265 mm de haut sur 181 mm de large, c'est un document complexe, composé de cinq cahiers, parmi lesquels se trouvent insérés deux feuillets – dont le feuillet extérieur pourrait correspondre à la couverture ancienne. Il porte en effet de nombreuses annotations, dont certaines sont effacées et peu lisibles, mais l'une d'entre elles, probablement du XVI^e siècle, pouvait faire office de titre pour l'ouvrage : « Tiltre entiez de la cure Saint-Estèphe ». Audessous, apparaît un L, possible cote, et la signature d'un notaire nommé Dufour qui a validé la copie du censier à l'époque moderne.

L'ensemble n'est pas écrit à la première personne du singulier, au contraire des ego-documents, et ne livre, de ce fait, aucune histoire personnelle ou familiale. C'est un « livre de gestion » destiné à un individu qui gère un patrimoine qui n'est pas le sien et qui a accès à une documentation « inorganique », au sens où il semblerait que lui-même ou son copiste, peut-être même les deux, aient eu accès à des documents de nature diplomatique (conservés peut-être à Lesparre ou plus probablement dans l'église de Saint-Estèphe de Calonne), ainsi qu'à une documentation extérieure, éventuellement à l'archevêché de Bordeaux.

L'archiprêtre apparaît partout dans le texte, mais toujours à la troisième personne du singulier. Comme Guillaume d'Ercuis, Pey de La Fita est le personnage central, celui dont le nom revient à chaque ligne ou presque²⁴. Ce qui rapproche ces deux hommes, c'est leur état d'ecclésiastique et leur rôle de concepteur du codex. Ce qui les distingue, c'est que Guillaume d'Ercuis a fait appel à plusieurs professionnels de l'écrit pour rédiger son cartulaire-livre de raison, alors que Pey de La Fita l'a rédigé lui-même ou fait rédiger par un premier scribe, sachant qu'un second intervient ponctuellement à

sont disponibles sur le site internet du projet « À la recherche des manuscrits de Chartres » – https://www.manuscripts-dechartres.fr/sites/default/files/fileviewer/documents/notices-detaillees/chartres-bmms-1138_notice-sommaire_isabelle-bretthauer.pdf.

22. Paris, BnF, ms. lat. 9935.

23. Bordeaux, AD Gironde, G 316.

24. C. BOURLET et É. LALOU, « Guillaume d'Ercuis et son livre de raison »..., p. 263.

Fig. 1. Manuel de Lesparre : main A (f. 8v)
(Paris, IRHT, Collections privées, CP 0437)

Fig. 2. Manuel de Lesparre : main B (f. 45r)
(Paris, IRHT, Collections privées, CP 0437)

la fin du manuel. Ces deux mains écrivent en *textualis libraria*²⁵ (Fig. 1, Fig. 2). Si deux sortes d'encre brunes ont été utilisées pour copier les textes, l'encre rouge a été employée pour écrire les titres, encadrer des passages importants et rehausser des lettres initiales. L'utilisation du rouge participe de la mise en ordre du document, mais ce choix n'a rien de surprenant, puisque son usage pour hiérarchiser l'information est fréquent dans les « livres d'archives »²⁶. Des ajouts ultérieurs apparaissent dans les interlignes et dans les marges en écriture cursive, le plus souvent en *cursiva currens*. L'écriture majoritaire est régulière, malgré la variabilité des « a » qui peuvent être à double ou à simple compartiment, et montre que le copiste est familier de la pratique scripturaire. Il pourrait s'agir de Pey de La Fita lui-même, qui apparaît comme un professionnel de l'écriture et de la gestion patrimoniale.

Si l'écriture du manuel lui apporte une certaine homogénéité, son contenu semble à première vue des plus hétérogènes, tout en rassemblant

25. A. DEROLEZ, *The Palaeography of Gothic Manuscript Books from the Twelfth to the Early Sixteenth Century*, Cambridge, 5^e éd., 2012, p. 72-101.

26. P. BERTRAND, *Les Écritures ordinaires...*, p. 182-183.

en un seul ensemble toute la documentation utile à l'archiprêtre pour gérer au mieux l'archiprêtré dont il a la charge²⁷. Il s'y trouve en effet un pouillé qui énumère les églises et bénéfices relevant de la collation de l'archevêque de Bordeaux (f. 1r-3v), suivi d'une décrétale du pape Benoît XII, datée de décembre 1335, réglementant les visites, le droit de procuration et les autres taxes que doivent aux différents prélats (archevêques, évêques, abbés, archidiacons, archiprêtres) les églises, collégiales et monastères qui leur sont soumis (f. 4r-8r). À la suite de cette décrétale et intimement liée à elle, a été écrite une instruction pour les visites pastorales, mode d'emploi destiné à l'archiprêtre pour inspecter les églises de son archiprêtré (f. 8r-9r). La liste de ces dernières a été copiée immédiatement après (f. 10r-11v). Vient ensuite tout un ensemble de documents qui concernent la gestion de l'archiprêtré : une liste des quartiers²⁸ et des dîmes (f. 12r-13v) ; un censier (f. 14r-28r et 29r) ; un rentier (f. 30r-33v) ; une liste des terres et vignes (f. 35r-v et 39r-v). Enfin, un dossier diplomatique de quatorze actes vient rappeler et conforter les droits archipresbitéraux (f. 40r-46r)²⁹. La composition est ainsi loin d'être standardisée et apparaît finalement comme une association des plus innovantes de textes ayant en commun la gestion spirituelle et temporelle de l'archiprêtré. L'objectif de cette compilation est de faciliter la gestion de Lesparre, plus précisément de l'église de Saint-Estèphe de Calonne annexée à l'archiprêtré depuis 1269³⁰, et très probablement d'en fixer une image précise et peut-être inaliénable.

Par ce codex se manifeste une réelle volonté du concepteur de rassembler des documents utiles à sa fonction d'archiprêtre et à la gestion du patrimoine de son église. Les textes, copiés en étroite relation les uns aux autres, se répondent et construisent finalement une véritable intertextualité³¹. Ainsi, le pouillé copié dans ce manuscrit est le résultat d'une sélection d'informations concernant uniquement les églises paroissiales et les bénéfices de l'archiprêtré de Lesparre, tirées sans doute de documents

27. M. HELIAS-BARON, « Le manuel de l'archiprêtre... », p. 72-75.

28. Les quartiers doivent être à la fois comprises comme des mesures de capacité en grain et des droits perçus en grain dans le Bordelais.

29. Des ajouts par d'autres mains apparaissent sur les feuillets laissés blancs. Une liste de redevances dues au chapelain de Saint-Estèphe sur des maisons (*stagia* et *domus*) a été ajoutée par une autre main, en *cursiva currens*, au f. 47r. Ces redevances ne peuvent pas être identifiées à cause de l'état du feuillet 47. En effet, toute la partie haute a été déchirée, mais une partie du titre peut être lue : « Nota quod cappellanus sancti Stephani recq [...] que sunt in sancto Stephano et in dom [...] ». La liste semble avoir été copiée à la fin du XIV^e siècle d'après l'écriture. Elle est suivie de la mention d'un don fait par les héritiers de *Johannes Martinus* en 1464.

30. L'acte d'annexion de 1269 a été copié dans le dossier diplomatique en cinquième position (Manuel de Lesparre, f. 43r).

31. A.-C. GIGNOUX, « De l'intertextualité à la réécriture », *Cahiers de Narratologie*, 13 (2006), [en ligne] <http://journals.openedition.org/narratologie/329>, consulté le 27 juin 2018.

concernant le diocèse dans son ensemble³². La décrétale de Benoît XII précise les procurations (*procuraciones*) que les différents prélats peuvent exiger lors des visites pastorales. Quant aux textes qui la suivent immédiatement, ils concernent ce sujet, puisque s'y trouvent une instruction engageant les archiprêtres et chapelains à organiser de telles visites, complétée d'une *forma visitandi* nécessaire à leur bon déroulement. Viennent ensuite tous les droits que l'archiprêtre peut percevoir, aussi bien les droits synodaux versés par les églises de l'archiprêtré³³ que les droits en froment, les cens ou les rentes. Pour conforter l'ensemble, le scribe a ensuite inséré les actes faisant état des droits de l'archiprêtre à Saint-Estèphe. Ainsi, le manuel de Lesparre apparaît comme un ouvrage conçu de manière réfléchie pour les usages d'un archiprêtre, dont la carrière montre qu'il a développé des compétences dans le domaine de l'écrit de gestion.

Le censier de la seigneurie laïque de Gâtines³⁴ se place quant à lui dans une pratique qui apparaît, vers le milieu du XIV^e siècle, dans un large espace du Nord-Ouest du royaume de France (Anjou, Normandie, Île-de-France) : ce cas n'en est que plus précieux du fait qu'il correspond à un mouvement de fond. Il se présente sous la forme d'un petit registre de parchemin (160 x 240 mm), de treize ou quatorze cahiers³⁵, contenant chacun entre six et dix bifeuillets. Comme le manuel de Lesparre, il est peu probable que ce manuscrit soit encore conservé sous sa forme primitive : l'ensemble du registre est folioté, d'une main moderne, de 1 à 105, mais le premier cahier a été dérelié et le folio 1 se trouve aujourd'hui après le folio 9. Le manuscrit

32. La liste contenue dans le pouillé du manuel est proche de celle qui se trouve dans le compte du trentième de 1362 (Bordeaux, AD Gironde, G 236, f. 140r-162v). Voir : *Pouillés de la province de Bordeaux*, éd. Y.-H. LE MARESQUIER, t. II, *Archevêché de Bordeaux, évêchés d'Agen, Angoulême, Condom, Luçon, Maillezais, Périgueux, Poitiers, Saintes et Sarlat*, Paris, à paraître, p. 31-32.

33. La liste des églises copiée sur le manuel reprend celle qui se trouve au début d'un état des droits synodaux établi à la fin du XIII^e siècle pour l'ensemble du diocèse de Bordeaux (Bordeaux, AD Gironde, 4 J 69). Voir à ce propos : M. HELIAS-BARON, « Le manuel de l'archiprêtre... », p. 72-73.

34. Gâtines, commune de Fougeré, arrondissement de Saumur, département du Maine-et-Loire. Le château de Gâtines existe toujours, près de Fougeré, classé en partie monument historique. La notice de la base Mérimée des Monuments Historiques (http://www2.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee_fr) indique que ce château a été remanié par René Cléreau en 1590. Un certain Charles Cléreau, seigneur de Gastines, est mentionné dans un registre de justice de la seigneurie de Jarzé (Maine-et-Loire) en 1489 : I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine à la fin du Moyen Âge : institutions, acteurs et pratiques*, thèse de doctorat sous la direction de J.-M. Matz, Université d'Angers, 2009, vol. 3, édition de textes (inédits), p. 170. Les mentions de naissances portées sur le manuscrit au XVI^e siècle concernent la famille Cléreau. Ces indices viennent s'ajouter au fait que les actes mentionnés dans le censier des années 1359-1361 ont pour la plupart été passés devant les cours de La Flèche et de Baugé, juridictions proches de Fougeré.

35. La fin du registre a subi plusieurs dommages et il n'est pas possible en l'état d'assurer le nombre exact de cahiers présents.

ayant fait partie de la collection Phillipps, nous pouvons supposer que cette foliotation moderne est liée à l'entrée du manuscrit dans cette collection.

Le document est composé, dans sa partie la plus ancienne, d'un censier précédé d'une liste des redevances (située au f. 1r). Le censier court sur une longue période, mais de façon discontinue (1359-1365 ; 1390-1391 ; 1396-1401). Si les deux premières séries de cens sont classées dans l'ordre chronologique des prélèvements et, au sein des termes, selon la nature de la redevance, la partie 1396-1401 s'apparente à un censier pluriannuel et synthétique, utilisé pour les années précitées, sous forme d'un calendrier immuable des termes de paiements : c'est du moins ce que laisse présumer son titre³⁶. Les espaces vierges sont encore très nombreux (f. 80r-83r ; f. 86r-88r ; f. 89v-90v ; f. 91v-94r), sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agit du résultat d'une opération postérieure de reliure ou si le manuscrit se trouvait, dès les années 1360, sous cette forme. C'est sans doute sur des feuillets laissés vierges que des additions contemporaines ont été inscrites, depuis des notes sans date jusqu'à des plaids de la seigneurie pour la période 1370-1380³⁷. À une date postérieure ont été transcrits des aveux rendus par ou au seigneur de Gâtines³⁸, ou encore des annotations de type « écrit du for privé » pour le XVI^e siècle³⁹.

Il faut donc insister sur le fait que ce registre, tenu d'abord pour la gestion de la seigneurie de Gâtines dans les années 1360 pour Jean de Chemens, a été poursuivi après son décès, après 1401⁴⁰, par ceux qui lui ont succédé à la tête de la seigneurie : dès 1417, Olivier Cléreau, chevalier, est indiqué comme seigneur de Gâtines sans que les modalités de transfert soient connues⁴¹. À partir de 1448 au plus tard, Jeanne de Lessay, veuve d'Olivier Cléreau, chevalier, rend les aveux à deux seigneurs en tant que

36. « Ce sont les cens, serviges, rentes et devoirs deuz chacun an a noble homme Jehan de Chemens, seigneur de Gastines, aux festes qui s'ensuivent et receuz par Jamet de Beauficeau, recepveurs en l'an mil CCC IIII^{xx} et XVI . IIII^{xx} XVII . IIII^{xx} XVIII IIII^{xx} XIX . IIII^e . IIII^e et un » (Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 41r).

37. Aux f. 88v-89r, contrat de reconnaissance de foi et hommage au seigneur de Gâtines, 1401 ; f. 91r, amendes des plaids de Gâtines en 1377 ; f. 96, amendes des plaids de Gâtines en 1383, 1390 ; f. 97r-99v, rôles des plaids de Gâtines, 1381 et ajouts 1382-1383.

38. Au f. 40v, aveu, s. d. XV^e s. ; f. 55r-56r, aveu, 1448 ; f. 56v-63v, aveu rendu par le seigneur de Gâtines au duc d'Anjou, 1451 ; f. 63v-79v, fois et hommages rendus au seigneur de Gâtines entre 1464 et 1503.

39. Aux f. 83v-85v et f. 101v, noms et dates de naissance des enfants de la famille Cléreau, respectivement pour 1550-1615 et 1514-1518.

40. Il est certain que Jean de Chemens est encore en vie en 1401 car un individu lui rend trois « foyz et hommages » pour sa seigneurie de Gâtines à cette date (*ibid.*, f. 88v-89r).

41. Au f. 94v, la quittance de paiement d'achat de deux chevaux (datée de 1417 mais copiée au milieu du XV^e s.) est établie au nom d'Olivier Clereau, seigneur de Gâtines ; au f. 101r, une déclaration de foi et hommage est rendue à Olivier Clereau, « seigneur de Gastines », encore en 1432.

« dame de Gâtines »⁴². C'est toujours la famille Cléreau qui se trouve à la tête de la seigneurie au XVI^e siècle, comme les mentions de naissances des enfants de cette famille le prouvent. Ainsi, ce document bénéficie de différentes fonctions : d'abord celui de document de gestion, ensuite d'un statut spécifique de recueil, avec une valeur mémorielle, définissant les droits attachés à la seigneurie, transmise aux successeurs du premier seigneur.

Il est difficile ici d'appréhender le poids exact du seigneur dans la mise par écrit des éléments constitutifs du patrimoine de la seigneurie, mais nous pouvons distinguer deux phases principales du manuscrit : les parties les plus anciennes, celles correspondant à la période d'activité de Jean de Chemens, sont caractérisées par de nombreuses mains, certaines clairement identifiées, d'officiers de la seigneurie. Pour les enregistrements effectués au nom d'Olivier Cléreau et de Jeanne de Lessay, même s'il est possible de repérer plusieurs mains, elles se moulent toutes dans les pratiques des professionnels : tous les aveux sont signés de la main du notaire (ou du scribe) qui les a établis. Il n'y a plus de document émanant de la gestion interne de la seigneurie qui serait écrit par des officiers de la famille Cléreau ; seul le recours à des membres extérieurs au fonctionnement domanial est documenté⁴³.

La partie la plus ancienne (1359-1401) constitue un point d'entrée rare dans les pratiques de gestion du patrimoine d'une seigneurie. Les officiers seigneuriaux peuvent ainsi être identifiés : Jamet Beauficeau, receveur de la seigneurie, perçoit les redevances de la seigneurie dès 1378⁴⁴ et est l'auteur du censier pluriannuel des années 1396-1401. Un autre officier, Jean Bienassis, tient les plaids de la seigneurie entre 1377 au moins et 1390⁴⁵. Ce qui sort toutefois de l'ordinaire, c'est la présence de plusieurs quittances de paiement au nom du seigneur lui-même, utilisant alors la première personne du singulier :

Remembrance de ce que Johan de Chemens a ballié au signor de Sermeses : primièrement LX frans ; Item XL et V frans ; Item VIII escuz de Johan que ge paie a Jamet de Lahussaie pour luy ; Item V reaux pour la despense de son pere ; Item IIII reaux pour deliuvrer les gages de chiés le telier ; Item I reau

42. Le premier est un aveu rendu à Ethor (*sic*) de la Jalle, seigneur de Duretal en 1448 ; le second est un aveu rendu au duc d'Anjou, décrivant la totalité des terres portant cens en 1451.

43. Le nom des notaires est connu par leur seule signature mais non la juridiction dont ils dépendent. Il est possible que certains aient « travaillé » pour la famille Cléreau (tenue des plaids, etc.), sans que nous puissions le vérifier.

44. Il signe une reconnaissance de rente par Jean de Launay au bénéfice de Jean de Chemens en 1378 (f. 102v).

45. Il perçoit les amendes des plaids de Gâtines de juin 1377 (f. 91r) et entre 1383 et 1390 (f. 96v).

pour ma partie dou poison dou moulin nof ; Item XV s. que mon clerc li deliuvra son drap qui fust achaté Angiers quant sen pere fust mort ; Item I mouton que je li balle a Baugence ; Item XL s. que il me doit dou retour dou Mans ; Item XIII septiers de mouture a la mesure de Angiers qui vallent XVII [un mot non lu] de Baugé ; Item XVIII bosseaux de froment ballié a ces gens a semer ; Item XXX bosseaux de avaine ; Item le tiers de IIII florence vallent XXVI s. et VIII d.⁴⁶

Ce texte n'est pas évident à comprendre, mais la première ligne désigne clairement le contenu du paragraphe, à savoir les paiements opérés par Jean de Chemens au seigneur de Sermaise⁴⁷. Son écriture et son niveau syntaxique ne correspondent pas aux textes signés par Jamet de Beauficeau, ce qui permet d'envisager l'intervention d'un autre individu que le receveur⁴⁸. Il est séduisant de proposer que le seigneur lui-même aurait pris la plume à cet endroit, hypothèse soutenue par l'utilisation ici de la première personne du singulier, alors que les quittances rédigées par Jamet de Beauficeau sont établies à la troisième personne du singulier. Cela reste cependant une hypothèse et nous ne pouvons pas définitivement exclure que ces textes soient de la main de Jamet de Beauficeau. Un autre élément qui appuie l'intervention directe du seigneur dans l'enregistrement est la mention de « mon clerc », qui apparaît à plusieurs reprises. Ce « clerc » est peut-être Jean du Coudray, qui signe à deux reprises au début du registre⁴⁹.

Même s'il est difficile d'identifier avec précision chaque main et si la dissociation entre l'auteur du texte et son copiste est monnaie courante depuis le haut Moyen Âge, nous pouvons affirmer que plusieurs scribes cohabitent ici, certains possédant une écriture (du point de vue paléographique) et une syntaxe particulières. Cependant, attribuer sur des bases si ténues les passages utilisant la première personne au seigneur est difficile, voire impossible. Il s'agit en tout état de cause d'une écriture proche d'une *cursiva currens*, selon la typologie de Derolez⁵⁰.

Le livre de Gâtines constitue un registre propre à une seigneurie, à un moment précis de sa gestion pilotée par plusieurs individus (le seigneur, le receveur, l'officier de justice et le clerc). Ce registre est passé de main

46. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 103r.

47. Sermaise, canton de Seiches-sur-Loir, arrondissement d'Angers, département du Maine-et-Loire. Cette seigneurie est signalée dans la thèse d'I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine...*, vol. 3, édition de textes (inédits), p. 7, p. 47, p. 189-190, p. 316, etc.

48. Des quittances de paiement établies au bénéfice de Jamet Beauficeau (f. 104) sont cependant elles aussi à la première personne du singulier mais l'écriture, bien distincte de celle de ce mémoire, et la signature systématique de Jamet Beauficeau laissent penser qu'il s'agit de notes établies par le receveur.

49. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 1v : « Somme IIIIX lbr. et VII frans XIII s. VI d. par Johan Dou Coudray Jehan Dou Coudray clerc de Pouancé ave ».

50. A. DEROLEZ, *The Palaeography of Gothic Manuscript Books...*

en main, d'une famille à une autre, suivant les vicissitudes de la seigneurie. Cette nouvelle génération de seigneurs poursuit les enregistrements en lien avec la gestion de la seigneurie mais uniquement sous la forme d'aveux, et profite ensuite des feuillets vierges pour inscrire le nom des enfants. La continuité de l'enregistrement rend ainsi ostensible la continuité juridique de la seigneurie, malgré les changements des individus.

Registres à usage précis⁵¹, dans le cadre de la gestion d'un patrimoine à une période déterminée, ces deux manuscrits peuvent servir de fondement à une réflexion sur les modalités d'inscription de cette gestion.

Le censier, au centre de la construction documentaire

Le censier forme le noyau à partir duquel les deux documents ont été construits. L'étude des articulations entre ce dernier et les autres textes du recueil doit nous permettre de comprendre comment les deux recueils ont été conçus puis utilisés. Apparaissent en effet, principalement dans les censiers, de nombreuses traces/strates d'utilisation, certaines contemporaines, d'autres postérieures à la rédaction des manuscrits. Ce fait, fréquent dans les documents de gestion, offre, dans notre optique, une clé d'entrée dans le contexte de mise par écrit des informations.

Dans le cas du livre de la seigneurie de Gâtines, le censier constitue la partie la plus ancienne, rédigée à partir de juillet 1359. Il ne présente pas de titre spécifique⁵². Le folio 1, qui a été relié après le folio 9, contient en premier lieu des redevances portant sur les vignes dépendantes de la seigneurie, à l'état de janvier 1360 n.s. Ce feuillet a été relié à l'envers, à la suite du folio 9 : l'absence de titre à la liste de redevances qu'il contient laisse supposer qu'il pouvait y avoir initialement un cahier avant celui-ci.

Si l'on suit l'ordre du censier, il apparaît au complet à partir du folio 2 recto : nous y trouvons les cens et les devoirs pour les termes suivants : la Madeleine (22 juillet), la Saint-Étienne d'été⁵³, la Saint-Christophe (25 juillet), la mi-août, l'Angevine (8 septembre), la Saint-Michel du mont Gargan (29 septembre), la Saint-Lucas (18 octobre), la fête des Morts

51. « Un registre (lat. : *registrum*) est un volume dans lequel on procède à un enregistrement successif d'actes, de lettres, de comptes. L'enregistrement peut être fait d'après la minute ou d'après l'expédition, il peut donc porter sur des documents expédiés (au départ) ou bien reçus (à l'arrivée) ; il peut aussi recevoir successivement les minutes des actes ou des lettres au fur et à mesure de leur établissement » (*Vocabulaire international de Diplomatique...*, § 91, p. 38).

52. Nous trouvons seulement, sur le feuillet 2 : « Ce sont les cens et devoirs Johan de Chemenz deuz a la Saint [effacé] d'esté l'an mil CCC LIX ».

53. Il existe une fête de la Saint-Étienne, mais en août (A. CAPPELLI, *Cronologia, cronografia e calendario perpetuo*, Milan, 1988), non en juillet, ce que la chronologie du censier laisse supposer. Dans le sanctoral angevin, c'est également la date du 2 août qui apparaît et non une date en juillet (voir <http://millesimo.irht.cnrs.fr>).

(2 novembre), la Saint-André (30 novembre), la veille de Noël, le Jour de l'an, la Chandeleur (ici mercredi 19 février 1360 n. s.), le dimanche après la Chandeleur (ici 23 février 1360 n. s.), la Saint-Aubin (1^{er} mars), la mi-Carême, enfin Pâques fleuries (dimanche des Rameaux). Le censier des années 1396-1401 (à partir du f. 41r) suit le même calendrier, preuve de la permanence de ce cycle. Le scribe différencie parfois entre les « cens anciens » et les autres cens ; parfois entre les cens d'une part et les devoirs d'autre part (les devoirs marquant un rapport féodal plus strict entre le seigneur et ses dépendants)⁵⁴.

L'enregistrement des cens se présente sous une forme particulièrement brève, comme nous pouvons l'observer dans le cas des cens anciens dus pour la fête des Morts 1359 :

[main A] ¶ Johan Bonnet que ge aquis de Parelleau a qui il les devoit [sur sa vigne dou tertre de Gastine joust la plante au seigneur]	⁵⁵	II s.
¶ La Regnaudine de la vigne aqise dou gaust		XII d.
¶ Johan Bonnet dou quartier de vigne qui fut au Barrilleau son gendre sis ou tertre de Gastines		II s.
¶ Les hoirs feu Drouet Brocart de la plante aux Brocars		II s.
[...]		
[s?] ¶ Colin Robin dou personer d'Annières		VI d.
[main B, article barré] Jouhan Caudineau II chapons de la taere de son heuche		
[main C, article barré] ¶ Gerveyse Legouz de son herbregement [<i>sic</i>] et appartenances		III s.
[main C, article barré] ¶ Guerin Coustour de sa terre d'entre la meson Bourssier et la meson au gouz		III s.
[main A, article barré] Gyllet Lefrancier (?) de [localité non identifiée] de l'ouche Bouillon		II s. X d.
[main A] Les Narjoz X jallez de vin negrez deuz au vandanges	⁵⁶	

L'enregistrement débute par le nom des censitaires (au nombre de 287 pour les cens et devoirs en argent ; 31 pour les cens en nature – surtout du vin), la description, plus que brève, du bien portant cens, et enfin son montant. La présence, au folio 1 recto, de redevances en nature (quantité de vin) laisse supposer une répartition des cens en fonction de la nature de la terre (vigne/terre), puis de façon chronologique dans l'année.

54. Le terme « devoir » peut désigner aussi bien une redevance qu'un hommage dû par un vassal à son seigneur. Dans le cas des petites seigneuries, les deux semblent liés.

55. Mention ajoutée en interligne.

56. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 8r.

Les cens sont attachés soit au censitaire, puisque c'est bien un individu en particulier qui doit payer le cens, soit à la terre elle-même : le cens dû par Jean Bonnet, le premier cité ici, est, dans le premier jet de la rédaction, simplement lié à l'individu. L'*item* indique avant tout le nom du censitaire et le lien qui le rattache au domaine de la seigneurie (ici, achat du cens par Jean de Chemens à un certain Parelleau), et ce n'est que dans un second temps que le bienfonds du cens est explicité. L'absence première de cette indication peut laisser supposer que le seigneur demande uniquement à Jean Bonnet de payer un certain montant de cens, sans s'attacher à la terre qui se trouve placée *de facto* en qualité de censitaire. De même, si, au troisième item, Jean Bonnet – peut-être le même que précédemment – paye un cens, c'est pour une vigne qu'il a eue de son gendre : dans ce cas, le cens pèse sur la vigne et non sur les tenanciers-censitaires (que le censier a pour but de mettre à jour).

L'objectif est donc de quantifier à la fois les revenus et les hommes dépendants de chaque domaine composant la seigneurie : une note au folio 1 verso présente un état récapitulatif des hommes et des types de redevances pour « la Herberdiere » et « Guatines » :

La somme de genz de la Herberdiere	XXXVI hommes
Item XLVIII coupons de reizinz	
Item a Guatines	XXXV hommes
Item L.VI. couponz ⁵⁷	

Le censier apparaît ainsi comme une sorte de pesée globale de l'ensemble de la seigneurie.

Les *addenda* et *corrigenda* portés sur le censier rendent visibles la pratique gestionnaire à l'œuvre. Outre des ajouts contemporains écrits par plusieurs individus, de nombreuses corrections, notamment des suppressions, marquent une volonté de mise à jour du document. Ces différentes étapes de corrections apparaissent clairement dans l'extrait présenté à la page précédente. Plusieurs mains ont été signalées : la main A est la main principale de l'enregistrement des cens anciens. À la première ligne, c'est elle qui ajoute des compléments d'informations sur la nature du bien de Jean Bonnet. Elle réapparaît à la fin du paragraphe, après les ajouts contemporains des mains B et C. Notons que toutes ces additions ont été barrées : le fait qu'il s'agisse des cens anciens, qui n'évoluent pas ou très peu, en est peut-être la raison.

57. *Ibid.*, f. 1v. Le terme « coupon » pourrait renvoyer à une mesure pour les grains (*Dictionnaire du Moyen Français*, 2015, [en ligne] <http://www.atilf.fr/dmf/>), ou peut-être de façon plus générale à une dimension de parcelle (ici de vigne).

L'usage effectif du censier de 1359-1365 est attesté par des mentions marginales de paiement des redevances : au folio 1 recto, la majorité des redevances en nature portent « s » en marge, sans doute pour « solvit ». Dans d'autres passages, ceux du censier à proprement parler, ce sont des « s » ou des « a » que nous trouvons en marge, la lettre « a » pouvant signifier la perception d'au moins un terme de prélèvement⁵⁸. De telles corrections n'apparaissent pas dans le troisième censier pluriannuel, attestant d'un usage différent de ces censiers, probablement lié à la *ratio* personnelle du receveur.

Ce censier, classique dans sa structure et son usage, est marqué par de nombreux traits de pluriactivité scripturaire autour de lui : il est l'élément central du manuscrit, permettant de définir les données constitutives de la seigneurie. L'adjonction d'autres textes et le renvoi très fréquent à des lettres sous-entendent l'inscription de ce manuscrit dans un réseau qu'il reste à définir.

Comme pour le livre de la seigneurie de Gâtines, le censier forme le noyau du manuel de Lesparre. Copié aux folios 14r-28r, il est annoncé dès l'*incipit*, au folio 1 recto :

Iste liber continet census et quedam alia jura archipresbiteri archipresbiteratus Sparre et ecclesie sancti Stephani de Colonesio sibi annexe.

Écrit de la même main que le reste du texte, ce censier a été copié dans le deuxième cahier, à la suite des quartiers dues à l'archiprêtre de Lesparre, dans la continuité du reste du manuscrit. La présence de six notices faisant référence à des actes, *cartæ* ou *instrumenta*, datés des années 1355-1360, permet d'affirmer qu'il a été copié après 1360.

Le titre du censier, présent en haut du folio 14 recto, donne des précisions sur le destinataire des cens, à savoir l'église et le recteur de l'église de Saint-Estèphe, annexée à l'archiprêtré de Lesparre. Ces cens doivent être transportés le jour de la Saint-Seurin à l'église même⁵⁹. Son organisation est topographique, construite autour de dix-neuf sections donnant la localisation des biens sur lesquels pèsent les cens, indiquée en rouge dans le texte pour dix-huit de ces sections. Ces mentions dessinent un itinéraire de perception à l'intérieur de la ville, bien que les cens soient

58. C'est le cas des censiers parisiens au sein desquels, face aux enregistrements de cens, nous pouvons trouver une série de lettres dans l'ordre alphabétique, qui énumérerait les différents prélèvements. Sur ce point, voir V. WEISS, « Censiers et comptes de censive parisiens », dans G. BRUNEL, O. GUYOTJEANNIN et J.-M. MORICEAU éd., *Terriers et plans-terriers du XIII^e au XVIII^e siècle*, Rennes/Paris, 2002, p. 117-131 (p. 125).

59. Manuel de Lesparre, f. 14r : « Sequitur census et redditus debiti ecclesie sive rectori Sancti Stephani de Calonesio archipresbiteratui de Sparra annexe, et solvuntur in festo Sancti Severini in ecclesia supradicta. »

portables et non quérables⁶⁰. À l'intérieur de ces sections, les biens sont localisés avec précision en donnant la position par rapport à la rue, à une autre maison signalée dans la ou les notices précédentes ou à un espace connu, comme le cimetière.

Les soixante-dix-sept notices ont été copiées les unes à la suite des autres selon une structure simple, à savoir le nom du ou des censitaires, le montant du cens et le bien concerné, que ce soit seulement une parcelle nue voire enclose de murs (*solum*), un bâtiment ou une terre (*terra*). À la fin de chacune d'entre elles, un espace a été laissé libre pour inscrire la somme due, régulièrement complétée par une autre main (Fig. 3). Des précisions encadrées en rouge concernant la manière dont la parcelle a été cédée ou reprise par l'archiprêtre, ou encore rapportant les droits supplémentaires qu'il y percevait, apparaissent parmi les notices⁶¹.

Fig. 3. Manuel de Lesparre : somme due complétée par une autre main (f. 24v)
(Paris, IRHT, Collections privées, CP 0437)

Ce censier, soigneusement écrit, a ensuite été l'objet de corrections et modifications dans la seconde moitié du XIV^e siècle et au cours du XV^e siècle, notamment pour les noms des censitaires par l'insertion de nouveaux anthroponymes au-dessus des anciens ou dans les marges : en l'état de l'analyse, quatre mains au moins se seraient succédé pour annoter et compléter les notices. Ainsi, seize occurrences de la mention *sporlavit* (en *cursiva libraria*) précisent que le cens a bien été payé par le censitaire

60. D'après le titre, les cens doivent être payés à la Saint-Seurin dans l'église de Saint-Estèphe. Sur la distinction entre cens quérable et cens portable, E. GRÉLOIS, « *Loco et tempore competent* : les temps, les lieux et les agents intermédiaires dans l'économie seigneuriale en Basse-Auvergne (XIII^e-XIV^e siècles) », dans M. BOURIN et P. MARTÍNEZ SOPENA éd., *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales (XI^e-XIV^e siècles) : les mots, les temps, les lieux*, Paris, 2007, p. 363-392 (p. 374-375) ; M. HELIAS-BARON, « Le manuel de l'archiprêtre... », p. 75.

61. Pour une petite parcelle enclose tenue par Agnès fille de Jean, il est précisé qu'elle avait été transmise en fief par un des archiprêtres précédents mais que cette concession avait été révoquée par son successeur (Manuel de Lesparre, f. 14v).

évoqué dans la notice, ce qui laisse supposer que cette indication est de peu postérieure à la rédaction du censier (main C). La formule « *x tenet et sporlavit* » (31 occurrences), écrite également en *cursiva libraria*, signale la personne tenant le bien et payant le cens. Comme il peut s'agir du fils ou de la fille du premier censitaire (f. 19v, 20v, 22v), nous pouvons affirmer que cette campagne d'annotation est intervenue une génération après la première (main D). Enfin, quarante-cinq indications, souvent de la même main (main E), en *cursiva currens*, viennent donner des informations complémentaires, sans doute dans la première moitié du XV^e siècle, voire au-delà, la date de 1458 en chiffres arabes apparaissant au folio 25 verso. Dans la marge d'une notice concernant une maison tenue au milieu du XIV^e siècle par *Guillerma de Foissiac*, la troisième main indique *Trenqua deu Vinhau sporlavit*. Or, au-dessus de la notice, une quatrième main (main F) précise, en *hybrida currens* : « *Johannes Bernardi [al lo] Compte emit ab illa Trenqua deu Vinhau anno Domini 1458* », ce qui donne le *terminus ad quem* de la troisième phase. Quant à la quatrième main, elle peut être intervenue dans la seconde moitié du siècle, sans doute après 1462, si nous nous fions à une indication copiée au folio 19 verso : « *sporlavit XXV die mensis maii anni Domini 1462 Simon Fatin notarius* ».

Prenons l'exemple du cens dû par Arnaud *Nebodiu senior* (f. 20v) pour une maison, dont la notice a subi de nombreux enrichissements successifs (Fig. 4). Dans la marge de droite d'abord, dans un passage très effacé, la main C en *cursiva* a indiqué que son fils Jean a payé le cens⁶². Dans le paragraphe central, le prénom du premier censitaire, *Arnaldus Nebodiu senior*, a été corrigé par une main écrivant en *textualis libraria* (peut-être la main B du manuel comme le laisserait penser la forme du « a »). Avec cette correction, nous pouvons supposer que la maison est alors tenue par *Raimundus Nebodiu*. Un *junior* a été ajouté en interligne en une écriture cursive difficilement classifiable et datable. Cet adjectif pourrait s'appliquer à un deuxième *Raimundus*. Enfin, dans la marge de gauche, par la main E, apparaît la mention que le nouveau censitaire (peut-être *Raimundus Nebodiu Junior*) tient la maison et a payé le cens.

Toutes ces mentions prouvent que le censier, au-delà d'une simple actualisation des données, a été utilisé par les successeurs de l'archiprêtre pendant au moins un siècle après sa rédaction. Elles servent sans doute à guider les gestionnaires successifs dans le suivi des prélèvements et des personnes.

Enfin, certaines de ces mentions interlinéaires ou marginales ont été effacées, semble-t-il plus par les usages postérieurs que par la volonté

62. Manuel de Lesparre, f. 20v : « *Johannes ejus filius sporlavit* ».

Fig. 4. Manuel de Lesparre : actualisations du nom d'un censitaire (f. 20v)
(Paris, IRHT, Collections privées, CP 0437)

manifeste d'un correcteur⁶³. En effet, l'étude de ces traces ne laisse pas supposer l'usage délibéré du grattage pour les faire disparaître.

Ces deux documents présentent des différences nettes du point de vue structurel : le livre de la seigneurie de Gâtines apparaît comme peu structuré avec des ajouts de mains différentes et des désignations peu précises, alors que le manuel de Lesparre est structuré de manière somme toute rigoureuse et écrit, dans sa partie centrale (la plus ancienne), par seulement deux intervenants. Cependant, ces manuscrits ont tous les deux comme fonction de mettre en avant les éléments de perception les plus caractéristiques de la seigneurie qu'ils couvrent. Dans les deux cas, le censier dépasse sa vocation première d'outil de perception des redevances seigneuriales, soit dans une approche quotidienne comme c'est le cas du manuscrit de Jean de Chemens, soit dans une pesée globale des revenus pour le manuel de Lesparre. En prenant en considération l'ensemble de l'unité codicologique, on comprend que la gestion patrimoniale consiste en un processus plus complexe que le simple établissement d'une liste de censitaires. Aussi, pour appréhender l'ensemble de ce processus, il faut prendre en compte toutes les pièces réunies dans ces *codices*, car elles forment, au moins pour leurs auteurs, une unité logique.

Des outils pour gérer un « réseau d'informations » ?

Les deux documents étudiés permettent de comprendre la façon dont l'archiprêtre de Lesparre et les seigneurs de Gâtines sont insérés dans un réseau de relations réciproques qui se concrétisent par la circulation d'argent entre leurs créanciers, leurs débiteurs et eux⁶⁴. Ainsi, Pey de La

63. *Ibid.*, f. 15r. Dans ce cas, la mention marginale médiane semble avoir été délavée par le passage trop régulier du pouce de la main droite à cet endroit particulier.

64. S. MOUYSET, « Livres de raison et construction des réseaux sociaux : l'exemple du Sud-Ouest de la France à l'époque moderne », dans J.-Y. BEAUREPAIRE et D. TAURISSON éd.,

Fita doit payer huit livres de dîme à l'archevêque de Bordeaux parce que l'archiprêtré de Lesparre et l'église de Saint-Estèphe, qui lui est annexée depuis 1269, relèvent de la collation archiépiscopale. En revanche, il perçoit les droits synodaux des églises de son archiprêtré, partagés entre, d'une part, l'archevêque et l'archidiacre de Bordeaux et, d'autre part, l'archiprêtre de Lesparre. Il reçoit également les cens des tenanciers installés à Saint-Estèphe pour sa propre église. Ainsi, ce n'est pas en tant qu'individu qu'il est inséré dans ces réseaux mais, par sa fonction, en tant qu'archiprêtre. Le manuel qu'il a rédigé ou fait rédiger est destiné à l'aider dans la gestion du patrimoine de l'église qui lui a été confiée et il a sans doute été réutilisé par ses successeurs à la tête de l'archiprêtré.

Le censier en lui-même est intégré non seulement dans une « chaîne documentaire complexe » dont il est le document final⁶⁵, mais aussi dans « une chaîne d'écriture plus ancienne dont il s'agit d'assurer la pérennité⁶⁶ » : l'archiprêtre a utilisé des documents conservés dans des archives externes à son archiprêtré pour consolider la rédaction des notices des cens et soutenir ainsi la gestion du patrimoine de son église et le contrôle des censitaires qui y habitent. Six actes sont mentionnés dans six notices. À chaque fois, il est explicitement précisé que Pey de la Fita a demandé à un notaire du duché d'Aquitaine de les chercher pour lui⁶⁷. Trois d'entre elles, toutes datées du mois de février 1358⁶⁸, ont été trouvées par le notaire Jean de Crota, prêtre. Cet homme a établi d'autres actes enregistrés dans le dossier diplomatique du manuel⁶⁹. C'est un notaire actif qui a également eu la charge de percevoir les trentièmes en 1362⁷⁰. Pierre *de Podio* [du Puy ?], également notaire public, s'est occupé de la recherche du quatrième acte⁷¹ ; Bernard *deu Canum* enfin, chapelain de Sainte-Croix, des deux derniers⁷². Le lieu où ils ont fait leurs recherches n'est pas précisé, mais nous pouvons supposer qu'il ne s'agit pas de l'église de Saint-Estèphe, puisque Pey de La Fita aurait sans doute été en mesure de les faire lui-même. Dans ces conditions, la mise par écrit de l'ensemble des cens requis a reposé à la fois sur des écrits immédiatement disponibles pour l'archiprêtre, peut-être conservés à Saint-Estèphe même, et sur des documents conservés ailleurs : comme ces six documents ne

Les Ego-documents à l'heure de l'électronique. Nouvelles approches des espaces et réseaux relationnels, Montpellier, 2003, p. 253-269.

65. J.-P. GENET, « Entre mémoire, droit et culture : les écrits de gestion »..., p. 416.

66. B. FRAENKEL, « Comment tenir un registre », *Langage et société*, 124/2 (2008), p. 68.

67. Manuel de Lesparre, f. 17v, 20r, 21r, 25r, 26r, 27v.

68. *Ibid.*, f. 17v, 20r et 25r.

69. Jean de Crota est mentionné dans l'acte n° 1 (Manuel de Lesparre, f. 40) et dans l'acte n° 11 (*ibid.*, f. 44v-45r).

70. Bordeaux, AD Gironde, G 236, f. 140r.

71. Manuel de Lesparre, f. 26r.

72. *Ibid.*, f. 21r et 27v.

s'y trouvaient sans doute pas, il a fallu avoir recours aux services de trois notaires différents, qu'il connaissait sans doute bien, puisqu'il était issu du même milieu. Ces derniers conservaient-ils la trace de ces actes dans leurs propres archives ? Ceux-ci ont-ils servi, dans un cadre de contentieux avec les tenanciers de Saint-Estèphe, leur enregistrement réactivant la force de leur contenu ? Ces renvois à des actes authentiques concernent des biens que les censitaires ne peuvent « subaccasare », c'est-à-dire probablement « sous-chaser », sous-inféoder. Peut-être est-ce cette caractéristique qui a nécessité la recherche des actes et leur mention explicite.

En tout état de cause, en plus de ces six mentions d'actes, la présence à la fin du manuel de quatorze copies d'actes, réécrites sous forme de notices, concernant les droits de l'archiprêtre sur l'église de Saint-Estèphe, montre tout l'intérêt porté par Pey de La Fita et ses successeurs aux documents diplomatiques, considérés comme nécessaires à une bonne gestion patrimoniale et sans doute également au contrôle des hommes qui travaillent sur les terres relevant de son église.

Le dossier diplomatique en lui-même se compose de deux parties : une première, rédigée à l'époque de Pey de la Fita, et une deuxième, rédigée sans doute après 1384. Dans la première partie (f. 40r-43v), se trouve d'abord un acte de 1359 mettant fin à un conflit concernant les dîmes entre Pey de La Fita et l'abbaye cistercienne de La Faise au nom du prieuré de *Couleys*⁷³, et deux actes concernant la victoire de l'archiprêtre sur les contestations des paroissiens de Saint-Estèphe (1354-1355)⁷⁴. Ces trois actes dessinent l'activité de Pey de La Fita au cours de son archiépiscopat pour préserver les droits de son église tant face à des religieux invasifs qu'à des paroissiens parfois rétifs. À la suite de ces documents est copiée la totalité d'un testament établissant à Saint-Estèphe en 1334 une chapellenie dont le collateur est l'archiprêtre⁷⁵. Viennent ensuite les deux actes fondateurs de la mainmise de Lesparre sur Saint-Estèphe, à savoir l'acte archiépiscopal d'annexion de 1269 et sa confirmation par le chapitre de Bordeaux en 1281⁷⁶. Le dernier acte copié par la première main date de 1335. Il contient une sentence rendue en faveur de l'archiprêtre Hélié de *Gorbelha* contre ses paroissiens qui refusaient de lui attribuer la moitié des draps et du luminaire utilisés pendant les funérailles⁷⁷.

73. *Ibid.*, f. 40, n° 1. L'abbaye cistercienne de La Faize (La Faise) a été fondée en 1137 par Cadouin dans le diocèse de Bordeaux et est devenue cistercienne en 1147 (dép. : Gironde ; arr. : Libourne ; com. : Les Artigues-de-Lussac). Le prieuré ou grange de *Couleys* se trouvait dans la paroisse de Saint-Estèphe.

74. Manuel de Lesparre, f. 40v-41r, n° 2 et 3.

75. *Ibid.*, f. 41v-42v, n° 4.

76. *Ibid.*, f. 43r, n° 5 et 6.

77. *Ibid.*, f. 43v, n° 7.

À partir du folio 44 recto intervient la deuxième main. Le premier acte copié date de 1384 et donne le *terminus a quo* de la fin du dossier. Il concerne l'organisation de la procession du jour des Rameaux depuis Pauillac jusqu'à l'église de Saint-Estèphe et des offrandes pour son recteur⁷⁸. Trois actes traitent des dîmes récupérées par Pey de La Fita auprès de familles nobles, soit par legs comme dans le cas d'Aymeric de Taste⁷⁹, soit par achat comme à la maison de Calon⁸⁰, ou encore au seigneur Raimond de Pomeriis en 1375⁸¹. Les trois derniers concernent une transaction sur les dîmes entre les héritiers de Pierre Gombaudo et l'archiprêtre⁸². Ce dernier leur vend sa part de dîme sur les terres et vignes de Saint-Corbien, hameau de Saint-Estèphe, qui est ensuite transférée au chapelain de Saint-André.

Les affaires concernant les dîmes sont donc très présentes dans le dossier diplomatique, ce qui n'est guère surprenant vu l'objectif du manuel dans son ensemble. On les retrouve également mentionnées dans la partie qui concerne les quartiers (f. 12r-13v). Les notices font référence aux mêmes familles et à leurs parts de dîme à Saint-Estèphe. Une mention fait explicitement référence à la composition passée entre les Cisterciens et l'archiprêtre copiée en première position du dossier :

Item domus sive grangia de Coleys recipit decimam in terris suis propriis in quibus nullus alius habet partem sicut infra in compositione continetur et nichil solvit in quarteria⁸³.

Cet exemple montre bien que le manuel a été pensé de manière globale lors de sa conception et que le dossier diplomatique vient conforter ce qui est écrit par ailleurs.

Avec le censier de la seigneurie de Gâtines, un tel « réseau documentaire⁸⁴ » se double, lui aussi, d'un large « réseau informationnel ». Comme indiqué précédemment, certains enregistrements de cens renvoient à des « lettres » (des contrats) justifiant le droit du seigneur à posséder ce cens, comme au folio 2 recto :

Les cens Johan de Chemenz au jour de la me aoust l'an desus dit :
 ç Johan Bîteau sus toutes ses chouses par lettre de la court de Baugé qui fut
 donnee le lundi avant Penthecouste VI^e jour de may l'an LVI

VI s. VII d.

78. *Ibid.*, f. 44r, n° 8.

79. *Ibid.*, f. 45r, n° 12.

80. *Ibid.*, f. 45, n° 13.

81. *Ibid.*, f. 45v-46r, n° 14.

82. *Ibid.*, f. 44v-45r, n° 9, 10, 11.

83. *Ibid.*, f. 13r.

84. P. BERTRAND, *Les Écritures ordinaires...*, p. 244-259 et p. 372-379 (p. 378-379).

✂ Les hoirs feu Guerin Poulain sus le celier et sus la vigne audit Guerin par lettre de la court de Baugé donnee le mercredi avant saint Clement l'an XLVI
V s.

✂ Les hoirs feu Estienne Rouigneau sus toutes ces choussees aparaisant par la lettre desus dite
III s. [I d.]⁸⁵

Quarante-deux lettres sont recensées pour l'année 1359-1360, ce qui est faible au regard du nombre d'entrées du censier (318 items consignant un cens à payer), mais qui représente un nombre non négligeable de contrats, probablement conservés dans le chartrier seigneurial. Ces lettres sont établies principalement auprès de deux « cours » (juridictions), celle de Baugé (14 contrats) et celle de La Flèche (24 actes)⁸⁶. Étant donnée la localisation de la seigneurie, il s'agit des juridictions du duché d'Anjou les plus proches.

Du point de vue de la chronologie, ces actes sont majoritairement passés dans la décennie 1340 (23 lettres) et 1350 (13), c'est-à-dire dans les périodes les plus proches de la date de rédaction du censier. Il faut noter que l'une de ces lettres a été rédigée en 1366 (sans indication plus précise de jour), ce qui prouve, là encore, que le censier a été actualisé plusieurs années après sa première phase de rédaction. Lorsque l'on compare les dates de ces actes, il apparaît qu'il ne s'agit en réalité que de trente-huit actes, puisque trois d'entre eux sont désignés à plusieurs reprises dans le censier. Voici l'un de ces cas :

Cens de la mi-août 1359 (15 août) :

✂ Guillaume Morin et sa fame sus le bois de darriere la Guitiere par lettre de la court de La Fleiche donnee le jour de la saint George l'an LIII
III s.⁸⁷

Cens anciens de l'Angevine 1359 (8 septembre) :

✂ Guillaume Morin de la Guitiere
V s.⁸⁸

Devoirs à rendre à la saint Lucas 1359 (18 octobre) :

✂ Guillaume Morin sus le bois darriere la Guitiere par lettre de la court de La Fleiche donné le mardi jour saint George l'an LIII
III s.⁸⁹

85. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 2r.

86. Le système de la juridiction gracieuse dans le Maine et en Anjou n'a pas été traité dans des études récentes (voir C. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine, antérieures au XVI^e siècle, Seconde partie, recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale*, t. 2, Paris, 1893, p. 17-24). La distinction entre juridiction gracieuse (production des contrats) et juridiction contentieuse (procédures judiciaires) y est moins apparente que dans d'autres régions, les actes étant établis selon un formulaire semblable, au nom d'une « cour » traitant de toutes les affaires.

87. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 2v.

88. *Ibid.*, f. 4v.

89. *Ibid.*, f. 6v.

Un individu, Guillaume Morin, apparaît à trois reprises dans le censier : deux fois pour des cens, une fois pour des devoirs. Dans le premier et le troisième cas, les redevances portent assurément sur le même bien, un bois situé au lieu-dit La Guitière. L'enregistrement intermédiaire d'un cens à payer à l'Angevine semble porter sur un autre bien, non décrit ici, puisque, d'une part, le scribe ne rappelle pas la lettre prouvant le droit, et, d'autre part, ce deuxième cens est classé parmi les « cens anciens », ceux dont le droit de prélèvement n'a pas à être justifié. La mention de lettres associées aux cens n'est donc pas liée à la volonté ponctuelle de l'un des rédacteurs : il s'agit d'une nécessité pour justifier du droit du seigneur à prélever une redevance.

Dans les exemples donnés ci-dessus, la mention de la lettre vient remplacer la description du bien sur lequel repose le cens ; parfois, elle vient en appui de la description du mode d'acquisition du bien :

ø Pierre Gervaise par reson d'une baillee que ledit Johan li fist d'une piece de terre par lettre de la court de Baugé donnee le lundi avant la saint Nicolas d'yver l'an XXXVIII XXVIII s.⁹⁰

Le scribe associe donc la gestion du patrimoine et du chartrier comme ressource de preuves en droit. Même si cet usage apparaît comme une action fréquente dans le cas de Gâtines, il ne faut pas généraliser le recours au chartrier comme seul moyen d'explication de la transmission des biens ; certaines descriptions explicitent la modalité d'acquisition des biens sans toutefois renvoyer à des lettres. Cette caractéristique donne l'impression que la gestion patrimoniale passe autant par un outil de perception des cens que par la conservation du chartrier, liant ainsi les deux types documentaires.

Une telle association entre droits seigneuriaux et lettres se retrouve dans les plaids de la seigneurie enregistrés pour l'année 1381 : certains jugements prononcés portent sur des aveux (tant de fiefs que de biens immeubles) non établis auprès du seigneur et sur la mise en amende des tenanciers récalcitrants :

Le seigneur de Lespinay sera adjourné o jugement vers court y en demande d'aporter son aveu etc.

[...]

Estienne Pelliczon a promis d'aporter son aveu dedans les plez prouchains⁹¹.

Dans cet extrait, le seigneur de Lespinay et Étienne Pellisson sont appelés pour apporter leur aveu et reconnaître en public, lors des plaids seigneuriaux,

90. *Ibid.*, f. 3v. « Ledit Johan » peut désigner ici Jean de Chemens lui-même.

91. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 98r.

le droit de Jean de Chemens comme seigneur foncier et l'obligation de payer cens mais aussi « devoirs » et services⁹². Cet aveu ne désigne pas ici un simple échange oral : d'autres enregistrements dans les plaids signalent des écrits, qu'il s'agisse de retrouver des documents oubliés ou perdus. Ainsi, la perception des cens, en plus d'être liée en amont à la preuve écrite (ou non) d'un droit sur les biens, s'inscrit également dans une pratique de reconnaissance féodale lors de la tenue des plaids⁹³. Cette observation rejoint le constat de plusieurs études portant sur le rapport entre seigneurie et propriété à la fin du Moyen Âge au sein d'un large espace ouest du royaume de France. Ainsi, dans la Coutume d'Anjou et du Maine, étudiée par Isabelle Mathieu notamment, les cens sont définis dans le chapitre qui suit directement celui qui porte sur les fiefs. Le premier article précise que « cens est la pencion et devoir qui est poié en signe de subjection à aucun seigneur de fié sur aucun héritage qui est tenu de luy », associant une forme de dépendance personnelle au rapport purement foncier entre le seigneur et son tenancier⁹⁴. Dans l'espace proche du Vendômois, l'étude diplomatique des aveux et dénombrements rendus aux comtes éclaire une évolution nette dans la désignation des biens détenus par les « tenanciers/vassaux » : les aveux se présentent en effet comme des dénombrements (de terres, de cens) jusqu'au milieu du XV^e siècle, sans renvoi exprès à un fief

92. De telles causes passées aux plaids seigneuriaux sont fréquentes en Anjou (I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine...*, p. 214-218). Cela est corroboré par les aveux enregistrés pour Jean Clereau, fils d'Olivier Cléreau et de Jeanne de Lessay : « S'ensuivent les hommaiges qui ont esté faiz aujourd'uy a noble homme Jehan Clereau, escuier, seigneur de Grezilli et de Gastines, filz et heritier de feue noble dame Jehanne de Lessay, en son vivant dame dudit lieu de Gastines, lesquelz hommaiges ont esté receuz par ledit escuier et avoient esté assignéz a huy a tenir a Fougere fait le XXVI^e jour d'aoust l'an mil IIII^e LXII es presences de Jehan Vallee senechal des plez dudit lieu de Gastines, Jehan Hirely greffier, Jehan Leroyer procureur, Guillaume Renouart receveur, Simon Biteau sergent de ladite terre » (Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 64v).

93. Une première recherche sur la relation entre contrats et plaids a été présentée lors de la journée d'étude « Le droit et l'écrit », organisée par Kouky Fianu en juin 2015 (I. BRETTHAUER, « Aveux et actes notariés, création et maintien du droit domanial, XIV^e-XV^e siècles »). Il a notamment été question de la pratique de « présentation des contrats » lors des procédures juridiques d'exhibition contraignant à l'exhibition des contrats, fréquentes dans l'Anjou et le Maine donnant lieu à des enregistrements spécifiques. Sur ce point, voir également I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine...*, p. 218-221. Sur le rapport étroit entre les aveux et les cens ou les documents de gestion féodaux, voir C. BILLEN, « Problèmes de méthodologie autour de l'utilisation des censiers du bas Moyen Âge », dans *Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions*, Bruxelles, 1972, p. 439-471 ; J.-F. NIEUS, « Formes et fonctions des documents de gestion féodaux ... ».

94. Sur ce point, voir I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine...*, p. 217-218, qui cite l'édition de C.-J. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle : textes et documents, avec notes et dissertations*, Paris 1877-1897 (8 vol.). La définition de « cens » se trouve au titre II, article 1486 (*Ibid.*, vol. 2, 1878, p. 535).

(même si le terme de seigneurie est utilisé). Le vocabulaire évolue ensuite, le terme « fief » devient progressivement la norme, évoluant alors vers une reconnaissance féodale formelle⁹⁵. Enfin, en Normandie, aveux et tenures sont également souvent associés dans les aveux et dénombrements, soit décrivant des seigneuries (en réalité constituées de terres dont les superficies sont précisément délimitées) soit décrivant des *vavassories*⁹⁶.

Ce qui est valable pour les tenanciers vis-à-vis de Jean de Chemens l'est également pour lui et ses successeurs vis-à-vis de leurs propres seigneurs :

Cens dus à la saint Michel du mont Gargan (29 septembre), censier de 1359, f. 6r :

« ☿ Guillaume Poillou de la vigne dou Coudray	XII d.
[en marge : a?] ☿ Guillaume Lenormant de la vigne de Durpeau	III d.
[en marge : a?] ☿ Pierrot Farain de celui lieu	III d.
[en marge : a?] ☿ les hoirs feu Barrillier et les hoirs feu Martin Rotier	
de lour vignes de la plaine	V s.
☿ les hoirs feu Johan Huraut de lour vigne dou seillage	XII d.
☿ les hoirs feu Drouet Brocart de la terre d'entre Chevaigne et	
lour meson	V s.
☿ Estienne Doeneau pour Gillet regnovoit de la plante de joute la vigne	
[Praelleau, barré] au seignour	XVI d.

Aveu rendu au duc d'Anjou par Jeanne de Lessay, veuve d'Olivier Cléreau, seigneur de Gâtines, 1451, f. 58r-v :

Au jour Saint Michel ou Mont Gargaine la femme et hoirs feu Jehan Chicquenet pour Gillet Bougnier pour sa maison sise d'avant l'église de Montigne quinze sols ; Julliot Seguin pour sa vigne de Royer quinze deniers ; Jehan Chaquenet pour sa vigne de La Poullaniere VI d. ; les hoirs feu Jehan

95. C. MARION, « Les aveux et dénombrements du Vendômois : réalités et représentations (1311-1550) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 110/3 (2003), p. 55-75.

96. I. BRETTHAUER, « Thomas Le Peigny, bourgeois de Saint-Lô, seigneur de Rampan, 1380-vers 1400 », dans *Sur les pas de Lanfranc, du Bec à Caen, recueil d'études en hommage à Véronique Gazeau, Cahier des Annales de Normandie*, 37 (2018), p. 523-531 ; et D. ANGERS, *Le Terrier de la famille d'Orbec à Cideville (Haute-Normandie), XIV^e-XV^e siècles*, Montréal/Rouen, 1993. De tels rapports entre aveux et cens sont signalés par Claire Billen dans son article sur la méthodologie autour de l'utilisation des censiers pour la Belgique, même si l'auteure précise qu'ils ne vont pas de soi (« la grande originalité de la documentation relative à notre seigneurie consiste en la conservation des rapports écrits et scellés délivrés par les tenanciers et contenant le dénombrement de leur censive »). Elle signale également l'existence de cette complémentarité entre cens et aveux en Île-de-France (« Ces rapports sont les témoignages de la pratique connue des aveux et dénombrements. Je ne connais pourtant, pour nos régions, aucun document de ce type. M. R. Noel m'en a signalé l'existence dans certains fonds concernant la région parisienne ») : C. BILLEN, « Problèmes de méthodologie... », respectivement p. 442 et n. 5 p. 442.

Ferre pour leur vigne du prunier VIII d. ; lesdits hoirs pour vigne qui fut Estienne Guistean maille ; les hoirs feu Huet Hurault pour la Huraudiere II d. ob. ; les hoirs feu Perrin Durant pour leur maison de Montigne que tient a present la femme et hoirs feu Jehan Chicquenet neuf s. ; les hoirs feu Jehan Gallays pour leur maison de Montigne V s. ; Jehan Gauteron pour la vigne des pruniers II d. ob. ; les hoirs feu Jehan Ferré pour ung quartier de vigne qui fut Reneau II d. ; Jehan Poullain pour terre sise davant la maison au fievre II s. II d. ; Simon du Gué pour la maison au fievre (blanc) ou est a present la forge III s. VI d. ; Macé Behore pour sa maison de Montigne que tient a present la femme et hoirs feu Perrin Chicquenet XI s. II d. ; Jehan Chicquenet pour la maison qui fut feu Jehan Poullain VI s. III d. ; Guillaume Seguin pour sa terre de Farnieau (?) III s. ; Macé Behore pour sa vigne du perier Meunau que tient a present la femme et hoirs feu Jehan Chicquenet II s. VI d. ; Jacquin Pollain pour le courtil qui feut Geuffroy Guistean II s. VI d. ; les hoirs feu Jehan Bienassis pour vigne qui fut Rappin II s. ; André Fouyn pour la maison et courtilz feu Bedoet III s. VI d. ; Jehan Alissot pour la maison qui fut a Jehan Le Seillier sise pres l'église de Montigne VII s. ; Jacquin Poullain pour la vigne Durant II d. ob. ; Simon Roger pour la maison feu Bedoet que tiennent les hoirs feu Jehan de la Mothe VII s. ; Guillaume Seguin pour vigne sise au chemin de Baugé qui fut Gillet Perrin V s.

S'il apparaît bien difficile de retrouver en 1451 les censitaires de la seconde moitié du XIV^e siècle⁹⁷, on voit bien comment les cens enregistrés pour les besoins gestionnaires, comptables, de la seigneurie peuvent être utilisés par le seigneur lui-même dans la mise par écrit de ses propres relations féodales. Cet aveu et dénombrement s'ouvre en effet par la phrase « De vous noble et puissant seigneur monseigneur messire Ethor de la Jalle, chevalier, seigneur de Durestal, je Jehanne de Lessay, dame de Gastines et de la Rariere (?) congnoys estre votre fame de foy simple au regart de votre ville, chastel et seigneurie de Durestal, par raison des chouses dont la decleracion s'ensuyt Et premierement mon tres puissant seigneur je tiens de vous a ladite foy et homaige simple mes cens et rentes que me doivent les persones qui si apres sont només... »⁹⁸. Mais l'aveu consiste en réalité en une simple liste censitaire : chaque item qui la compose (ici les revenus seigneuriaux perçus au terme de la Saint-Michel du mont Gargan) peut être, en réalité, des lignes d'un censier contemporain qui ne nous est pas parvenu. L'acte se clôt par une énumération de ses propres droits seigneuriaux (droit

97. La concordance est cependant observable par la présence d'un même nom de famille dans les deux listes (Hurault), le montant des cens ayant cependant évolué ce qui ne permet pas de savoir s'il y a continuité de la tenure.

98. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 55r.

de chasse et seigneurie foncière), puis la reconnaissance des « services » dus à son seigneur.

La chaîne des relations de dépendance féodale est donnée à voir par un « traditionnel » compte de cens, dont la structure est reproduite à cinquante ans d'écart, mais aussi par un ensemble de textes très divers, allant de mémoires de paiement des aveux rendus par ou aux seigneurs de Gâtines entre 1448 et les années 1480, consignés entre les folios 55 et 80. Les aveux enregistrés sont désignés comme des « fois et hommages simples », renvoyant là encore aux relations féodales alors que le dénombrement qu'ils contiennent mentionne des cens ou des « services ». Ce lien est attesté dès la fin du XIV^e siècle : les contraintes de présentation des aveux dans les enregistrements des plaids de 1370-1380 en sont la preuve. Dans le cas de Gâtines, les procédures des plaids traitent autant de la non-présentation des aveux que du prélèvement des cens et des devoirs, puisque l'on trouve, au folio 91, au sein des enregistrements des causes visées aux plaids, au 6 juin 1377 : « Estienne Bordiere pour son devaier non païé », rappelant ainsi que si le censier fait bien état d'une liste de censitaires et de biens, le prélèvement de ces redevances peut également s'inscrire dans d'autres types de relations, parfois moins « gracieuses ».

Le lien entre aveu et cens avait été perçu jusqu'ici dans le sens où les aveux des tenanciers, établis dans le cadre d'une enquête lors des plaids seigneuriaux, constituaient la source de la mise par écrit des terriers⁹⁹. Si le fonctionnement est sans doute identique ici, les enregistrements de cens peuvent être utilisés par les seigneurs eux-mêmes pour la déclaration de leurs revenus auprès de leurs seigneurs¹⁰⁰. Les informations, utiles dans le cadre de la gestion comptable, quotidienne ou presque, de la seigneurie, prennent un autre statut dans un cadre textuel différent¹⁰¹.

99. Voir par exemple D. ANGERS, « Terriers et livres-terriers en Normandie (XIII^e-XV^e siècle) », dans G. BRUNEL, O. GUYOTJEANNIN et J.-M. MORICEAU éd., *Terriers et plans-terriers...*, p. 19-35.

100. Le seigneur de Gastines lui-même est rappelé à l'ordre : entre 1489 et 1494, le registre de justice de la seigneurie de Jarzé laisse voir « Maistre Pierres Hermon », procureur de « Charles Clereau, sieur de Gastines » appelé pour montrer et déclarer les « rentes et autres choses qu'il tient en la seigneurie de ceans » (I. MATHIEU, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine...*, vol. 3, édition de textes [inédits], p. 168).

101. Au milieu du XIV^e siècle, dans son traité sur les fiefs, Robert Mignon explique : « Je dois dénombrer mon fief [à mon seigneur] le plus brièvement et le plus vaguement possible, et je dois demander [à mes vassaux] le dénombrement le plus détaillé qu'il est possible et sous un sceau authentique » (cité par J.-F. NIEUS, « Formes et fonctions des documents de gestion féodaux ... », p. 150, n. 96, se référant à G. GIORDANENGO, « La littérature féodale », dans J.-F. NIEUS éd., *Le Vassal, le fief et l'écrit : pratiques d'écriture et enjeux documentaires dans le champ de la féodalité (XI^e-XV^e siècle)*, Louvain, 2007, p. 11-34, ici p. 24). Nous renvoyons également à P. GUYARD, « Un traité du droit des fiefs aux confins du Chartrain et de l'Île de France (XIV^e siècle) », *Cahiers de Recherches Médiévales et Humanistes*, 1 (1996), p. 229-250.

Les textes de la fin du manuscrit sont également à placer dans ce réseau informationnel : on y trouve les rachats de terres dépendantes de Gâtines, en présence de témoins, tous censitaires de Jean de Chemens¹⁰², et des éléments de gestion dans ses pratiques les plus quotidiennes (quittances de Jean de Chemens à son receveur pour le versement de différents revenus de la seigneurie). Le dossier de la seigneurie de Gâtines montre, s'il en était besoin, le problème que les historiens peuvent rencontrer face au concept de gestion patrimoniale, qui passe certes par certaines typologies documentaires classiques (censier, compte de censives, etc.), mais aussi par d'autres types de textes que nous distinguons les uns des autres alors que l'usage qui peut en être fait au Moyen Âge apparaît en réalité indiscernable¹⁰³.

Le manuel de Lesparre et le livre de Gâtines, dont les concepteurs apparaissent, au premier abord, bien différents, s'inscrivent dans une évolution du rapport à la typologie documentaire peut-être représentative du mouvement opéré dans la première moitié du XIV^e siècle. En effet, le manuel de Lesparre est conçu tel un *vademecum* à la bonne gestion du patrimoine d'une église, et le livre de Gâtines prend la forme d'un ensemble « fourre-tout » de textes divers ayant pour point commun la gestion de la seigneurie. Pour autant, dans les deux cas, des réflexes semblables ont été mis au jour, notamment des usages et des interactions avec d'autres textes qui entourent le censier, point nodal des manuscrits.

Le rapport développé entre censier et chartrier apparaît dans les deux cas comme un point important de la gestion des droits seigneuriaux. Il sera sans doute à développer dans le cadre d'études futures : pour des raisons pratiques, les historiens ont en effet tendance à distinguer, d'un côté, les documents de gestion, comptabilité ou liste de redevances et, de l'autre, les cartulaires et chartriers qui renverraient autant à des pratiques archivistiques qu'à la recherche de défense des droits¹⁰⁴. Par ces deux exemples, ce lien apparaît finalement bien plus étroit dans les pratiques de gestion patrimoniale des gens du Moyen Âge. Cette association de contrats, comptes de redevances, copies d'actes, liste de droits, pourrait être considérée comme les prémisses de certains « livres de raison », au sens de

102. Paris, BnF, ms. naf. 10672, f. 104v : « Le dimene avant la seint Macé l'an LXII fina Joucelin Saerazin dou rachat de Courdemanche ou Johan de Chemenz a XVI r. a paier VIII a la Touz Seinz prochainne et VIII a la Chandelour ensevante present Guillaume de Annieres, Johan de Cens (?), Jamet Narjout, Johan Gallier, Jamet Gallier, Johan Touchart ».

103. J.-P. GENET, « Entre mémoire, droit et culture... », p. 420 : « On écrit parce que l'écrit est un prolongement matériel de la mémoire, mais aussi parce que l'écrit est opposable, et de plus en plus facilement au fur et à mesure que se développent les institutions judiciaires, face aux « concurrents » ecclésiastiques d'abord et surtout, mais aussi face aux paysans et face à l'aristocratie laïque » ; R. FOSSIER, *Polyptyques et censiers...*, p. 13-21.

104. P. BERTRAND, *Les Écritures ordinaires...*, chap. 2, « Les écrits vivants », p. 79-102 ; J.-P. GENET, « Entre mémoire, droit et culture... », p. 416.

livres de comptabilité, qui apparaissent à la fin du XIV^e et surtout dans la première moitié du XV^e siècle.

La constitution de tels recueils, « livres de seigneurie » ou « livres d'archives », conduit également à s'interroger sur les destinataires de ces manuscrits. Le caractère personnel des enregistrements, renvoyant à des usages concernant un groupe restreint d'individus, apparaît comme un frein potentiel à l'usage postérieur de ces documents, comme le cartulaire de Guillaume de Ryckel par exemple¹⁰⁵. Pourtant, les deux livres présentés ici ont connu des usages sur le temps long : les corrections et les ajouts marginaux, dans le texte du censier de Saint-Estèphe comme dans le livre de la seigneurie de Gâtines, montrent qu'ils ont été utilisés et consultés sans doute de façon immédiatement contemporaine à leur rédaction et encore au début de l'époque moderne. En outre, le manuel de Lesparre a sans doute servi de base à une copie à l'époque moderne, puisqu'un notaire nommé Dufour a introduit dans les marges du censier la mention de son intervention « Dufour *ne varietur* », qui laisserait penser à une validation de copie. Ces registres, regroupant des textes aux typologies variées, s'inscrivent dans des registres d'usage multiples : valeur mémorielle, valeur gestionnaire et valeur probatoire des droits d'un individu sur son patrimoine personnel ou lié à sa fonction.

Isabelle Bretthauer – Archives nationales (Paris)

Marlène Helias-Baron – Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT, Paris)

105. P. BERTRAND, « Censiers, comptabilités, quittances... », p. 169.

L'individu face à la gestion d'un patrimoine : la rédaction de « livres de gestion » au XIV^e siècle

Si les « livres d'archives » (cartulaires, censiers, comptes, etc.) produits par les institutions ont été souvent étudiés pour les XIII^e et XIV^e siècles, ceux des individus (laïcs ou clercs) restent encore relativement méconnus. Or, la « révolution de l'écrit » qui caractérise cette période du Moyen Âge est en partie portée par le poids de ces nouveaux acteurs dans le monde de la production écrite. Pour le XIV^e siècle, la composition et la conservation de leurs documents ouvrent à l'historien des perspectives inédites et lui permettent d'observer les modes de gestion patrimoniale de ces individus grâce à la tenue de « livres », souvent fort complexes à appréhender. À partir de deux exemples angevin et bordelais, nous nous proposons de dresser une première typologie de cette documentation.

Administration domaniale, censier, France, livre d'archives, livre de gestion, pratiques de l'écrit, producteur d'archives.

Managing one's estate: Individuals and the production of administrative registers in fourteenth-century France

Contrary to the often studied thirteenth- and fourteenth-century administrative registers (cartularies, surveys, accounts, etc.) produced by medieval institutions, relatively little is known about similar types of records produced by individual laymen or clerks. This is a paradox, as the pragmatic turn characteristic of this period of the Middle Ages was in large part carried over by these new agents who participated in the production of written records. Studying the composition and conservation of records from the fourteenth century opens new perspectives for historians and allows us to observe individual practices in estate management through the medium of registers, which are often difficult to understand. This article offers an initial typology of these manuscripts through two case-studies from the Anjou and Bordeaux regions.

Administrative register, archive producer, archives, estate management, France, land register, writing practices.